



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N° DGOS/PF1/DSS/2022/105 du 12 avril 2022 relative au fonctionnement du conseil scientifique de l'investissement en santé

Le ministre des solidarités et de la santé
Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances
et de la relance, chargé des comptes publics

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux
des agences régionales de santé

Référence	NOR : SSAH2211394C (numéro interne : 2022/105)
Date de signature	12/04/2022
Emetteurs	Ministère des solidarités et de la santé Direction générale de l'offre de soins (DGOS) Ministère de l'économie, des finances et de la relance Direction de la sécurité sociale (DSS)
Objet	Fonctionnement du conseil scientifique de l'investissement en santé.
Commande	S'appuyer sur l'accompagnement du conseil scientifique dans le déploiement des projets d'investissement.
Action à réaliser	Saisine du comité de pilotage des investissements sanitaires pour demander un accompagnement du conseil scientifique pour tout projet soumis à instruction nationale.
Echéance	Prise en compte immédiate de la présente circulaire.
Contact utile	Sous-direction du pilotage de la performance des acteurs de l'offre de soins Bureau de l'efficience des établissements de santé publics et privés (PF1) Mél. : dgos-pf1@sante.gouv.fr
Nombre de pages et annexe	5 pages
Catégorie	A titre exceptionnel, mesures d'organisation des services signées personnellement par le ministre.
Résumé	La présente circulaire précise le fonctionnement du conseil scientifique de l'investissement en santé créé par la circulaire Premier Ministre du 10 mars 2021 relative à la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France Relance.

Mention Outre-mer	Ces dispositions s'appliquent aux Outre-mer, à l'exception de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie, et de Wallis et Futuna.
Mots-clés	Investissement, Ségur de la santé, conseil scientifique de l'investissement en santé
Classement thématique	Etablissements de santé - gestion
Textes de référence	- Article L. 1451-1 du code de la santé publique ; - Article R. 1451-1 du code de la santé publique ; - Circulaire n° 6250/SG du Premier Ministre du 10 mars 2021 relative à la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France Relance
Circulaire / instruction abrogée	Néant
Circulaire / instruction modifiée	Néant
Rediffusion locale	Etablissements de santé
Validée par le CNP le 15 avril 2022 - Visa CNP 2022-48	
Document opposable	Oui
Déposée sur le site Légifrance	Oui
Publiée au BO	Non
Date d'application	Immédiate

La présente circulaire précise le fonctionnement du conseil scientifique de l'investissement en santé créé par la circulaire Premier Ministre du 10 mars 2021 relative à la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France Relance.

Le Ségur de la santé a fait de la relance des investissements en santé l'un de ses quatre piliers, en poursuivant également l'objectif d'améliorer leur pertinence, en déconcentrant leur gestion, en ayant une approche territorialisée et décloisonnée entre les secteurs hospitalier et médico-social, ainsi qu'en mobilisant davantage les expertises métiers des professionnels de terrain pour accompagner les projets en amont et améliorer l'instruction des projets.

La circulaire du Premier ministre du 10 mars 2021 relative à la relance de l'investissement dans le système de santé dans le cadre du Ségur de la santé et de France Relance a ainsi créé le conseil scientifique de l'investissement en santé, dont l'objectif est qu'il réunisse l'ensemble des compétences requises, avec des professionnels de terrain, pour mener à bien des projets d'investissements en santé, qu'il produise de nouveaux référentiels pour les projets d'investissements et qu'il accompagne les projets en amont et participe à leur instruction.

I. Missions du conseil scientifique

Le conseil scientifique de l'investissement en santé est placé auprès du ministre chargé de la santé.

Les missions qui lui sont confiées sont les suivantes :

1°) Produire des référentiels de conception et d'évaluation des projets d'investissement concernant les établissements des secteurs sanitaire et médico-social et participer à leur bonne diffusion auprès des agences régionales de santé et des établissements ;

2°) Conduire des réflexions prospectives en s'appuyant, pour ce qui concerne le champ médico-social, sur les travaux spécifiques menés en lien avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;

3°) Repérer et partager les bonnes pratiques à destination des agences régionales de santé et des établissements de santé ;

4°) Eclairer le comité de pilotage de l'investissement sanitaire chargé de rendre un avis sur les projets qu'il instruit. A ce titre, il transmet les analyses adoptées collégialement par le conseil scientifique au comité de pilotage en amont de son groupe préparatoire ;

5°) Accompagner les projets en amont via les experts identifiés par le conseil scientifique sur demande des agences régionales de santé auprès du comité de pilotage de l'investissement sanitaire.

Le conseil scientifique de l'investissement en santé est indépendant dans son travail et ses productions.

Le programme de travail du conseil scientifique fait l'objet d'une validation du ministre en charge de la santé ou de son représentant.

Les productions du conseil scientifique, à l'exclusion de celles mentionnées au 4° et 5°, sont approuvées par le comité de pilotage de l'investissement sanitaire avant leur diffusion. Le conseil national de l'investissement en santé est tenu régulièrement informé de l'avancée des travaux du conseil scientifique.

II. Composition du conseil scientifique

Le président du conseil scientifique est désigné par décision du ministre en charge de la santé pour une durée de trois ans, renouvelable, dans le cadre d'une lettre de mission.

Les autres membres sont également désignés par décision du ministre en charge de la santé pour une durée de trois ans renouvelable, sur proposition conjointe du président du conseil scientifique et du directeur général de l'offre de soins après appel à candidatures.

Outre son président, le conseil scientifique est composé de vingt et un membres issus des secteurs sanitaire et médico-social.

Le bilan du précédent dispositif de gestion des investissements a montré qu'il est nécessaire de mobiliser davantage l'expertise des professionnels de terrain. La composition de ce conseil doit garantir une représentation pluri-professionnelle (soignants, ingénieurs, financiers, gestionnaires de projet), transversale (sanitaire et médico-social) et paritaire.

Le Conseil scientifique est composé de deux membres au moins :

1°) Des professions médicales des établissements de santé ou médico-sociaux, en activité ou retraités ;

2°) Des personnels paramédicaux des établissements de santé ou médico-sociaux, en activité ou retraités ;

3°) Des personnels administratifs des établissements de santé ou médico-sociaux, en activité ou retraités ;

4°) Des personnels techniques des établissements de santé ou médico-sociaux, en activité ou retraités.

Il peut comprendre, en outre, une ou plusieurs personnalités qualifiées ayant exercé au moins dix années en établissement de santé ou médico-social, justifiant d'une expertise particulière dans le domaine d'action du conseil scientifique et exerçant des activités en rapport avec l'objet et les missions du conseil scientifique.

Ses membres sont retenus sur la base de critères objectifs (fonctions, formations, expérience de gestion de projets d'investissement, participation à des travaux d'expertise dans son domaine...) pour leur qualité et expérience dans un domaine d'expertise.

Le président du conseil scientifique désigne, parmi ses membres, deux vice-présidents représentant respectivement les secteurs sanitaire et médico-social, dont l'un préside la séance en cas d'empêchement du président.

Le président désigne également un membre du conseil scientifique faisant fonction de secrétaire général.

En cas de départ ou démission d'un membre, un nouveau membre est proposé par le président du conseil scientifique et le directeur général de l'offre de soins.

En vue de leur nomination, le président et les membres du conseil scientifique, soumis aux dispositions de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, ont l'obligation de renseigner préalablement une déclaration d'intérêts dans les conditions prévues par l'article R. 1451-1 du même code, et de signer une clause de confidentialité sur les travaux et les productions du conseil scientifique.

III. Modalités de fonctionnement du conseil scientifique

1. Fonctionnement général

Le président du conseil scientifique anime et organise le travail de ses membres au regard de ses missions.

Le conseil scientifique élabore son règlement intérieur qui organise notamment la convocation des membres aux séances, l'envoi de l'ordre du jour des séances, les règles relatives aux désignations ou au remplacement des membres composant les formations spécialisées ainsi que les règles relatives au remplacement du président. Le règlement intérieur prévoit également les règles relatives à la déontologie et à la prévention des conflits d'intérêts concernant les membres du conseil scientifique et leurs activités. Il doit être adopté par le conseil scientifique au plus tard trois mois après la publication de la présente circulaire. Il est approuvé par le ministre chargé de la santé.

Le conseil scientifique se réunit au moins une fois et au plus quatre fois par mois en formation plénière. Il peut également, en tant que de besoin, se réunir en formation spécialisée au plus deux fois par mois pour traiter, dans les différents domaines de son intervention, des sujets thématiques ou techniques.

Le conseil scientifique rend compte en tant que de besoin, auprès du conseil national de l'investissement en santé, dont le président du conseil scientifique est membre, et des comités de pilotage auxquels le président du conseil scientifique est associé, de l'avancée de ses travaux. Il transmet les analyses adoptées collégialement par le conseil scientifique au comité de pilotage de l'investissement sanitaire en amont des séances de son groupe préparatoire, dans le cadre du suivi des projets d'investissements.

L'Agence nationale de la performance sanitaire et médico-sociale (ANAP) assure le soutien administratif et financier du conseil scientifique. Une convention est signée entre la DGOS, le conseil scientifique et l'ANAP à ce titre. Elle organise les conditions de ce support, dans le respect des principes de la présente circulaire et en préservant l'indépendance du conseil scientifique dans la production de ses travaux.

Un mi-temps de secrétariat dédié au conseil scientifique lui est mis à sa disposition pour faciliter son fonctionnement.

2. Accompagnement et instruction des projets

Pour les projets mentionnés au 4° des missions du conseil scientifique, faisant l'objet d'une instruction par le comité de pilotage de l'investissement sanitaire ou pour les projets mentionnés au 5° de ces missions, le conseil scientifique apporte son concours au comité de pilotage pour l'identification d'un ou plusieurs experts de haut niveau susceptibles d'être retenu(s) pour accompagner les projets concernés. Ces experts peuvent être membres du conseil scientifique ou experts « associés ». Une fois désignés, ces experts accompagnent directement les agences régionales de santé (ARS) et les établissements. Une lettre de mission du directeur général de l'ARS donne le cadre et les attendus de cet accompagnement.

Il s'agit de s'assurer, dès les premières décisions engageantes, d'une exploration de toutes les options à étudier et d'un alignement sur les meilleures pratiques ainsi que sur les référentiels structurants, notamment en matière de dimensionnement, de performance et de soutenabilité financière. Les profils à mobiliser doivent conjuguer un très haut niveau de technicité, une expérience dans la conduite de projets d'investissement complexes et une capacité à renforcer le dialogue entre l'ensemble des parties-prenantes. Leurs travaux font l'objet d'échanges réguliers avec l'ARS et l'établissement concernés, et permettent également d'éclairer le dossier présenté par l'ARS et l'établissement dans le cadre de l'instruction des dossiers par le comité de pilotage de l'investissement sanitaire.

A cet effet, les ARS adressent au comité de pilotage de l'investissement en santé, via la DGOS (copil-invest-sanitaire@sante.gouv.fr), pour tout dossier soumis à instruction nationale et en amont du début de cette instruction, une demande d'accompagnement comportant un descriptif détaillé du projet d'investissement ainsi qu'une caractérisation du besoin d'expertises à réunir au vu de ses spécificités. Sur cette base, le conseil scientifique, au regard de sa connaissance des enjeux, propose des profils d'experts au comité de pilotage, qui validera et transmettra aux ARS.

Le ministre des solidarités et de la santé,

A rectangular box containing a stylized, handwritten signature in black ink that reads "signé".

Olivier VÉRAN

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics,

A rectangular box containing a stylized, handwritten signature in black ink that reads "signé".

Olivier DUSSOPT